

Discours de Marcel Djimassé
Réunion Friends of the ICC –
17 Avril 2014 – Nations Unis

Excellence Monsieur l’Ambassadeur,

Mesdames et Messieurs,

Merci de me donner l’occasion, lors de cette première réunion du Groupe des Amis de la CPI, de faire une présentation sur la crise que vit depuis un peu plus d’un an la République centrafricaine, mon pays.

Beaucoup a été dit et beaucoup a été écrit sur cette énième crise centrafricaine, une crise sécuritaire et humanitaire qui mobilise aujourd’hui toute la communauté sous régionale, régionale et internationale. On a dit notamment qu’il s’agirait d’un conflit intercommunautaire, un conflit inter-religieux. Il y a un peu de vérité dans cette caractérisation, lorsque l’on observe le déroulé des violences actuelles: d’un côté, vous avez des milices dites chrétiennes qui traquent des civils musulmans, les tuent ou les poussent à l’exil, et de l’autre des mouvements rebelles à dominante musulmane qui s’attaquent à des civils chrétiens, brûlent maisons, plantations et greniers, torturent les paysans, les assassinent ou les poussent aussi à fuir leurs villages – avec en arrière-plan tous les ingrédients d’une instrumentalisation politique, le conflit a fini par présenter le visage d’un conflit inter-religieux.

Pourtant dans son essence, ce conflit n’est pas inter-religieux mais repose plutôt sur une trilogie fatale : l’instabilité chronique des institutions, la mal gouvernance et des allégeances hasardeuses à un leadership régional criminel depuis une vingtaine d’années. Ne pas diagnostiquer les raisons profondes de cette crise peut nous amener à ne donner qu’une réponse partielle à celle-ci et donc à courir le risque, tôt ou tard, d’une nouvelle explosion.

C’est cet exercice de recadrage du conflit que je me propose de faire dans un premier chapitre que j’ai intitulé « Le contexte ».

Ensuite, je donnerais quelques éléments d’expériences vécues. Cela pourra non seulement ajouter un éclairage intéressant sur le mode opératoire utilisé, en particulier par la SELEKA, mais aussi sur les conditions de l’émergence de la milice d’auto-défense villageoise dite anti-BALAKA, et son évolution vers des opérations indiscriminées de représailles, à cause précisément du laxisme de l’Etat face à ces exactions pendant dix mois.

Il sera nécessaire également de passer en revue l’ensemble des autres acteurs importants de cette crise, la Communauté internationale, la Cour pénale internationale, le gouvernement de transition, le groupe national PGA-Centrafricaine, etc. et examiner quel devrait être le rôle de chacun pour mettre fin à ces violations massives des droits de l’Homme et à la commission de crimes internationaux. Ce sera la partie III de ma présentation.

J’enchaînerai sur les éléments clés d’une proposition de sortie de crise que j’avais discutée avec la

plateforme des religieux (l'archevêque de BANGUI, le pasteur et l'imam). L'ambition de ce document est de fournir des pistes qui pourraient autoriser une sortie durable de la crise.

Je m'acquitterai enfin d'un agréable devoir, celui de remercier tous ceux qui se sont investis de façon vigoureuse dans la recherche des solutions afin que le peuple centrafricain échappe au destin funeste qui se dessinait déjà pour lui, un nouveau génocide sur le sol d'Afrique, après le drame du RWANDA il y a vingt ans.

1. Contexte

La République centrafricaine est un pays enclavé d'Afrique centrale – 624.000 km², 4 à 5 millions d'habitants, qui tire son nom de par sa position géographique au cœur du continent africain. Cette configuration géographique lui confère une position médiane entre deux Afriques :

- Une Afrique arabo-musulmane au nord,
- Une Afrique bantoue chrétienne et animiste au sud,

et fait de la RCA un carrefour ethnoculturel qui accueille tous les grands courants religieux au monde, sans qu'il n'y ait jamais eu d'incident sur une base religieuse. Les experts disent même que l'Islam centrafricain, d'inspiration soufiste, est l'un des plus tolérants de la sous-région, un Islam qui s'est accommodé des conditions et des traditions locales. **C'est dire que le problème centrafricain, dans son essence, n'est pas religieux.**

En revanche, ceux qui suivent régulièrement l'histoire politique de la République centrafricaine savent que c'est un pays à l'histoire politique mouvementée, qui a connu des décennies de conflits, de soulèvements, de mauvaise gestion et de coups d'Etat militaires qui ont considérablement affaibli son développement. Les véritables facteurs explicatifs de cette nouvelle crise, que je situe dans le sillage des précédentes même si l'échelle des exactions commises est autrement plus élevée, les véritables facteurs donc sont d'ordre politiques (absence de leadership, déficit de démocratie, déficit de gouvernance), socioéconomiques (extrême misère qui rend les jeunes sensibles aux appels des marchands d'illusions) et sécuritaires (une armée nationale brimée et clochardisée, souvent délaissée au profit de gardes prétoriennes claniques au service des seuls Chefs d'Etat et par conséquent démotivée donc incapable d'assumer son rôle de défense de l'Etat et des citoyens).

La faiblesse de la gouvernance depuis 1980 a aggravé la situation de la population, confrontée à l'extrême pauvreté, à la malnutrition et à l'insécurité. La succession des régimes dictatoriaux et corrompus, tel que celui de BOZIZE, ainsi que l'incapacité de l'Etat et de l'armée à mettre en œuvre les accords de paix avec les factions rebelles, - c'était le cas en particulier de l'Accord de Paix de Libreville de 2008, et sa composante DDR (DDR= désarmement, démobilisation et réintégration), et leur difficulté à contrôler l'ensemble du territoire ont conduit à une situation insoutenable pour une grande partie de la population. A cela il faut ajouter les fortes interférences récurrentes de certains états voisins dans les affaires intérieures de la République centrafricaine, la porosité des frontières et l'infiltration de bandes armées criminelles : nous pouvons citer la milice du rebelle tchadien BABA LADE, les cavaliers soudanais NDJADJAWIDES, diverses bandes de braconniers venant aussi du Soudan, etc.

C'est dans ce contexte qu'au cours du dernier trimestre 2012 se créait la coalition rebelle SELEKA, dont les attaques en décembre 2012 et le coup d'Etat en mars 2013 ont plongé la République Centrafricaine dans une situation humanitaire et sécuritaire très grave, caractérisée par un effondrement total de l'ordre public, la violation systématique des droits de l'Homme et la commission de crimes internationaux par les rebelles, y compris des meurtres, viols, détentions arbitraires, disparitions forcées, tortures, mauvais traitements et recrutements forcés et utilisation d'enfants dans les groupes armés¹.

Les crimes contre l'humanité ont été commis par la SELEKA depuis fin 2012 et se sont poursuivis durant les 10 mois du règne de Michel DJOTODIA. Mais depuis fin juillet 2013, des groupes d'auto-défense - que l'on a vite fait d'assimiler à des chrétiens alors que ces groupes recourent une réalité plus complexe, ont commencé à riposter contre les rebelles SELEKA. Ce sont les anti-BALAKA, qui ont également été auteurs de crimes graves. La crise a donc pris un tournant ethnique et religieux, puisque la population chrétienne continue d'être la principale cible des attaques par les ex rebelles SELEKA et que les milices anti-BALAKA lancent également des attaques fréquentes contre la SELEKA et les civils musulmans soupçonnés de les soutenir.

La radicalisation des positions et la spirale incontrôlable qui en découle, s'est soldée les 5 et 6 décembre dernier par la mort de plus de 1000 personnes, dont des femmes et des enfants, lors d'affrontements entre les deux factions. Cette escalade de la violence armée a causé une aggravation dramatique de la situation humanitaire et une migration massive et forcée des civils dans les pays voisins². Le déploiement en urgence de l'opération française SANGARIS en décembre 2013, qui venait juste d'avoir l'aval du Conseil de sécurité (Résolution 2121 (2013)), a pu sauver, in extrémis, la République centrafricaine d'un génocide certain.

2. Expérience personnelle en tant que victime du coup d'Etat et en tant que victime de la rébellion Séléka

Attaques contre ma famille et attaques contre d'autres membres de PGA perçus comme soutenant l'ancien régime

La première expérience personnelle en tant que victime du coup d'Etat de la SELEKA, c'est évidemment le fait d'avoir perdu, de façon brutale et anticonstitutionnelle mon mandat de parlementaire. La dissolution de l'Assemblée nationale prononcée tout de suite après le coup d'Etat a renvoyé tous les parlementaires de la RCA, dont une grande partie sont membres de PGA. Certains d'entre eux, considérés comme appartenant à l'ancien régime, ont été victimes de persécutions et d'attaques les visant eux-mêmes ou leur famille. Ils ont perdu leurs maisons et leurs biens suite à ces attaques ciblées.

Nombre d'entre eux ont même dû se réfugier pendant une longue période dans le camp de la force multinationale FOMAC près de l'aéroport de Bangui, grâce d'ailleurs au soutien de l'Ambassade de France sur place. Je voudrais ici rendre hommage au rôle déterminant de l'Ambassade de France à BANGUI qui, grâce au Secrétariat de PGA et sur simple appel téléphonique de ma part, a réussi à exfiltrer de leur quartier deux de nos collègues (l'honorable

¹ <http://www.un.org/en/preventgenocide/adviser/pdf/SAPG%20Statement%20at%20UNSC%20on%20the%20situation%20in%20CAR-%2022%20Jan%202014.pdf>

<https://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=46924&Cr=central+african+republic&Cr1=>
<https://www.amnesty.org/fr/node/44845>

² <http://www.un.org/en/preventgenocide/adviser/pdf/SAPG%20Statement%20at%20UNSC%20on%20the%20situation%20in%20CAR-%2022%20Jan%202014.pdf>

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14167&LangID=E>
<http://www.ohchr.org/Documents/Countries/CF/CARPreliminaryFindingsasof13.01.14.docx>

Martin WIGUELE, le rapporteur général de notre groupe, et l'honorable Léon AMORAN, tous deux victimes d'appels anonymes assortis de menaces de mort du fait de leur appartenance au parti du Président BOZIZE).

Pour ma part, c'est à deux reprises que ma famille s'est retrouvée confrontée à la violence des SELEKA :

- D'abord en mars 2013, la maison que j'habitais proche de l'Assemblée nationale a été saccagée, tous mes biens pillés et mon cousin, qui veillait sur ma famille alors que j'étais en mission à ce moment-là au Tchad a failli perdre la vie, la balle tirée sur lui presque à bout portant lui ayant transpercé l'oreille. Les pertes subies ont été documentées et une plainte a été déposée auprès de la justice.
- Ensuite, dans la nuit du 3 au 4 septembre 2013, mon fils aîné, qui habite à 50 mètres de notre nouvelle maison dans un autre quartier, a été braqué. Cette nuit-là vers 2h00 du matin, sous une grosse pluie, quatre hommes en tenue militaire armés de kalachnikovs et d'armes blanches neutralisent la sentinelle, pénètrent dans la concession et défoncent la porte de la maison. Sous la menace de leurs armes, les quatre hommes obligent mon fils à sortir de la maison et à s'allonger par terre, après l'avoir roué de coups et poignardé au niveau de l'abdomen. Ils vont ensuite simuler son enterrement en le recouvrant de sable, puis d'une bâche. Les assaillants vont ensuite tranquillement, pendant deux heures, charger mon propre véhicule de tous les biens pris dans la maison avant de s'enfuir. Ce n'est que quand mon fils a entendu le véhicule s'éloigner qu'il a appelé au secours. A l'hôpital, l'examen va révéler une plaie de 3 centimètres de profondeur au ventre et plusieurs plaies à la tête et aux lèvres. Ici aussi, un dossier avec certificat médical et constat d'huissier de justice a été constitué et remis à la justice.

L'événement a été largement repris par la presse locale. Et quelques jours plus tard, je reçus la visite d'une délégation gouvernementale dirigée par la Ministre des Affaires sociales de l'époque accompagnée de son collègue du Ministère de la santé, avec un message de soutien moral du gouvernement. Pas un mot sur l'enquête.

Je dois souligner que la maison attaquée est dans une rue qui donne, à gauche sur un camp militaire à 150 mètres, placée sous le commandement d'un général SELEKA, et à droite et à la même distance, sur la villa du Ministre de la sécurité de l'époque, le général Nouredine ADAM, hautement gardée. Il n'est donc pas possible qu'un groupe d'hommes s'aventurent dans ce périmètre sous l'œil de tous ces soldats sans qu'il y ait une complicité. Aucune suite pourtant n'a été donnée à ma plainte.

3. Expérience personnelle en tant que témoin des attaques brutales de la Séléka et maintenant des milices anti-Balaka

En préparant cette présentation, j'ai longuement hésité à vous proposer, en accompagnement de mes propos, des images d'une rare sauvagerie prises par téléphones portables. Mais YOUTUBE et certains journaux télévisés ont rendu publiques des témoignages et des images des crimes commis tous les jours en Centrafrique.

La brutalité des SELEKA, même dirigée en majorité contre les chrétiens, en vérité n'a épargné personne, ni membres de leur propre gouvernement, ni certains sujets musulmans. Par exemple, la maison du Premier ministre de l'époque, Maître Nicolas TIANGAYE a été détruite par la SELEKA sans qu'on ait poursuivi les auteurs, pourtant connus. Le ministre de la jeunesse de l'époque, un musulman et chef de faction, a été lui aussi victime de braquage à son domicile où

sa famille a été molestée par des éléments SELEKA. Le lendemain, il a fait venir à BANGUI ses propres troupes, 415 éléments en armes, pour assurer sa sécurité.

Tout cela indique que, bien plus qu'à une action concertée, ces violences répondaient à une logique des factions qui se sont imposées à un gouvernement sans pouvoir réel. Je rappelle que jusqu'à la fin de son régime, la SELEKA a échoué à avoir un commandement unifié, les divers éléments ne prenant les ordres qu'après de leurs « généraux ».

Je voudrais rapporter deux anecdotes très explicites à cet égard. Un jour, le Chef de l'Etat convoque une rencontre avec les maires d'arrondissements de BANGUI et les chefs de quartier pour parler de sécurité. A ses côtés se trouvent deux généraux, tous deux ministres d'Etat. Il s'agit de Nouredine ADAM, ministre de la sécurité et de Moussa DHAFANE, ministre des Forêts. Le président donne les numéros de téléphone en disant à l'assistance qu'en cas d'incident dans leur quartier, ils peuvent appeler sur ces numéros et il instruit ses ministres de donner suite désormais immédiatement en cas d'appel d'un chef de quartier. Sur ce, une femme chef de quartier se lève et demande au Président si les généraux ne pourraient pas l'aider à dénouer un problème de prise d'otages perpétrés dans son quartier par les éléments de la SELEKA. Il s'agit de deux adolescents kidnappés et pour lesquels les rebelles demandent le versement d'une somme de 70.000 FCFA, environ 140 dollars américains. Alors que tout le monde s'attendait à ce que le Président donne des instructions à ses deux généraux, il plonge la main dans sa poche et dit : « tu as dit 140 dollars ? Tiens, voilà la somme, va libérer les gosses ». Pourtant, comme la ville avait été découpée en zones d'influence par la SELEKA, il suffisait simplement d'avoir le nom d'un quartier pour savoir qui était le chef des rebelles en question et, manifestement, le Président ne souhaitait pas affronter le général incriminé.

La deuxième histoire s'est produite en Conseil des Ministres. Le ministre de l'élevage se plaint parce que deux des véhicules utilitaires de son ministère ont été emportés. Ce sont des bétailières qui conduisent les bœufs à l'abattoir. Il demande au chef de l'Etat d'intervenir pour que les véhicules soient restitués à son département pour ne pas qu'il y ait rupture d'approvisionnement de la ville en viande. Un ministre SELEKA prend alors la parole pour dire à son collègue de l'élevage qu'il se compliquait la vie à vouloir régler un tel problème au niveau du conseil des ministres et qu'à son avis, une somme de cinq millions CFA aurait pu régler plus rapidement le problème.

On peut multiplier les exemples car des anecdotes de ce type sont nombreuses. Pendant longs dix mois, sous le régime SELEKA, les généraux et chefs de factions, qui étaient en majorité des mercenaires tchadiens et soudanais, ont mis en coupe réglée le pays, défié chaque jour l'Etat et ont fait s'installer un régime d'impunité totale face aux crimes graves commis. C'est même cette impunité qui a donné naissance au mouvement des ANTIBALAKA comme mouvement villageois d'autodéfense. Fatigués de crier au secours à la République sans être entendus, les villageois se sont organisés pour la défense de leur terroir. Du moins c'était l'histoire au commencement. Au départ accueillis par la population comme des héros et des sauveurs, les ANTIBALAKA, qui ont copié le même type d'organisation des SELEKA, avec des chefs de zone autonomes, sans chaîne unifiée de commandement, ont très rapidement fini par commettre les mêmes crimes.

A leur actif, le massacre systématique et les déplacements massifs des populations civiles musulmanes, et aussi plusieurs actes de violence spectaculaire d'une rare sauvagerie, avec des mises en scènes macabres autour des corps de leurs victimes, des membres coupés et portés

comme des trophées dans des processions où souvent se retrouvent des jeunes gens de moins de quinze ans.

Les ANTIBALAKA ont aussi à leurs actifs, parmi les exactions contre des personnalités de premier plan, l'assassinat d'un ancien ministre de la santé, le docteur KALITE, soupçonné de détenir chez lui une cache d'armes. Sa maison a été complètement détruite. Il était de la région nord de la RCA, la même région que NDJOTODIA. On peut aussi citer l'assassinat d'un membre du parlement de transition et de ses deux enfants. Le seul tort de ce parlementaire a été de dénoncer publiquement, en haut de la tribune du Conseil national de transition, les exactions commises par les anti-BALAKA. Il était chrétien.

Plus récemment, le weekend dernier, samedi 12 avril, une tentative d'attaque chez un général chrétien en retraite a fait deux morts chez les assaillants. On a retrouvé ensuite sur les corps les gris-gris et les amulettes que portent traditionnellement les anti-BALAKA. La riposte a été portée par des éléments de la Miska, postés non loin de la maison attaquée.

Ainsi donc, on peut voir que les actes de violence pseudo politique cèdent de plus en plus le pas à du véritable banditisme. On a pu déceler aussi derrière ces violences une stratégie de tension permanente portant l'objectif, non seulement de décrédibiliser le gouvernement de transition actuel en le faisant apparaître comme faible, mais aussi d'imposer comme interlocuteur incontournable pour toute solution de sortie de crise certains dignitaires du passé. Des revendications publiques en ce sens ont été enregistrées venant indifféremment des « coordonnateurs » anti-BALAKA ou de chefs de partis de l'ancienne majorité politique de BOZIZE. Des connexions avec l'ancien président BOZIZE ont même été démontrées.

4. Que faire concrètement pour mettre fin aux massacres et arrêter un génocide imminent ainsi que les crimes contre l'humanité en cours dont sont victimes les civils centrafricains

- a. Firm condemnation of all crimes against humanity, regardless of the religion or any other affiliation of the victims

La commission de ces crimes internationaux par toutes les parties concernées est inacceptable, quelle que soit la religion ou l'appartenance des victimes et doit être arrêtée au plus vite. Il faut continuer à les dénoncer. Le groupe de PGA en RCA a ainsi appelé à de nombreuses reprises toutes les parties à faire preuve de retenue et à respecter le droit international.

- b. Rôle de la communauté internationale et notamment des troupes étrangères sur le terrain : nécessité d'une intervention robuste

Malheureusement, la réponse de la communauté internationale a été (et est toujours) un peu tardive et inefficace, comme le démontre la détérioration de la situation sécuritaire : l'Union Africaine a été la première à réagir en annonçant une nouvelle mission (la Miska) en juillet 2013. Puis, sous l'impulsion de la France, la résolution 2121 (2013) adoptée le 10 octobre 2013 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies a permis de renforcer et d'élargir le mandat du Bureau des Nations unies en RCA, qui reste cependant peu adapté à la réalité du terrain. L'arrivée des troupes françaises de l'opération SANGARIS a toutefois permis une sécurisation partielle de Bangui, bien que le soutien de l'Union Européenne à l'opération française autorisé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies dans sa résolution 2134 (2014) ait pris du temps à se matérialiser, rendant difficile le travail sur le terrain. Nous sommes cependant soulagés et heureux que le Conseil de Sécurité ait adopté le 10 avril 2014 la résolution 2149 (2014) qui établit une nouvelle

mission de maintien de la paix pour la RCA (Minusca) pour une période d'un an avec le déploiement initial de plus de 10.000 militaires et 1.800 personnel de police.

Cette nouvelle mission, demandée par la Présidente de transition et également par la société civile centrafricaine, avait fait l'objet d'une vive réticence de certains Etats contributeurs de troupes de la Misca. Nous espérons que cette opération de maintien de la paix disposera d'un large soutien et nous nous félicitons du vaste mandat dont elle dispose pour protéger les civils, arrêter les atrocités commises sur le terrain, soutenir le processus de transition, l'acheminement de l'aide humanitaire, les enquêtes et les efforts de justice nationale et internationale ainsi que le processus de DDR.

Etant donné la complexité de la crise, cette mission onusienne est la bienvenue. Car ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est une réponse claire, globale, cohérente, intégrée et multidimensionnelle en vue de mettre un terme aux crimes de masse, et d'éviter un éventuel génocide contre la population civile en considération des nouvelles dynamiques violentes et de rétorsion qui prévalent dans le pays. En outre, la situation présente d'importants risques pour la stabilité régionale compte tenu de la possibilité que la République centrafricaine puisse devenir une plaque tournante pour l'échange d'armes légères et de petit calibre, ainsi qu'un refuge pour les terroristes, les groupes djihadistes et les criminels de guerre des pays voisins, comme c'est déjà d'ailleurs le cas avec le groupe fondamentaliste chrétien appelé l'« Armée de résistance du Seigneur » (LRA) du nord de l'Ouganda, dont le leader Joseph Kony et d'autres ont été inculpés par la CPI depuis 2005. En tant que Président de PGA Centrafrique, j'ai d'ailleurs lancé un appel il y a deux semaines, avec les Présidents des groupes de PGA en Ouganda et en République démocratique du Congo (RDC) pour son arrestation et sa remise à la CPI³. Cette arrestation est nécessaire pour la stabilité de la région et constituera un avertissement pour les leaders des factions rebelles, en particulier de la SELEKA, dont les pratiques criminelles se seraient en partie inspirées des tactiques de la LRA.

En effet, rétablir la paix sera difficile tant que l'on ne mettra pas fin à l'impunité, que les responsables de violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'Homme ne seront pas livrés à la justice et qu'une assistance et une réparation adéquate aux victimes ne sera pas fournie. D'importants efforts nationaux et internationaux sont nécessaires, y compris de la Cour pénale internationale, notamment par des investissements conséquents dans la construction d'un système juridique, judiciaire et pénitentiaire. En outre, la création de mécanismes de vérité et de réconciliation pourrait être considérée. Je reviendrai sur ces aspects que j'ai développés dans mes propositions pour une sortie de crise durable en République centrafricaine.

c. Soutien à la CPI et à son mandat

Le groupe de PGA en RCA a également rappelé plusieurs fois la compétence de la CPI sur les crimes graves de portée internationale qui ont été ou qui pourraient être commis sur le territoire de la République centrafricaine, en conformité avec le Statut de Rome de la CPI. En ce sens nous exprimons notre soutien à l'ouverture d'une enquête préliminaire par le Bureau du Procureur de la CPI le 7 février 2014 sur la situation en RCA depuis septembre 2012. Nous espérons que l'ouverture de cette enquête préliminaire, ainsi que la mise en place d'une commission internationale d'enquête de la part de l'Organisation des Nations Unies représenteront un message fort de la communauté internationale aux auteurs de violations et des crimes graves.

³ <http://www.pgaction.org/news/press-releases/pg-members-applaud-us-governments-renewed-efforts-to-arrest-joseph-kony.html>

d. Que faire concrètement pour le renforcement de la capacité des Forces de sécurité et de police en RCA afin qu'elles puissent (enfin) protéger la population de la RCA

J'ai personnellement suivi avec beaucoup d'émotion les débuts de la reconstitution des forces de police et de gendarmerie aux côtés du Ministre de la sécurité. Ce n'était pas facile, vu la réticence de la Communauté internationale vis-à-vis des anciennes forces de sécurité, et en particulier vis à vis des anciennes FACA.

Plusieurs difficultés d'ordre matériel apparaissent encore insurmontables, vu la faillite de l'Etat. Ainsi, les patrouilles se font parfois avec une seule arme pour quatre gendarmes. Mais la population se sent protégée, simplement par la présence visible de ces tenues dont ils ont l'habitude.

Il appartient maintenant au gouvernement de définir rapidement sa stratégie globale en matière de sécurité, ce qui lui permettra de mettre à plat la discussion sur la réforme des systèmes de sécurité en engageant sans délai, sous les auspices de la Misca, les pourparlers pour la reconstitution des FACA.

Ainsi, lorsque les Forces centrafricaines de sécurité seront reconstituées – notamment police et gendarmerie – elles devront être impliquées dans les actions de désarmement de la Misca puis de la Minusca en vue de s'attaquer aux groupes et éléments incontrôlés en quelque lieu que ce soit afin que s'arrêtent les actes de violences. Il faudra toutefois porter une grande attention à ce que les rebelles ou miliciens arrêtés, démobilisés et désarmés ne soient pas automatiquement intégrés dans les FACA. Il faudra sans doute engager un travail psychologique de fond en direction des éléments à intégrer pour prendre en compte le sentiment de haine ainsi que parfois la soif de vengeance qui traversent les rangs des forces de sécurité.

Il est également extrêmement important de véhiculer au sein des FACA une forte motivation pour qu'elles performant leur « responsabilité de protéger ». En effet, la corruption et l'inefficacité du régime précédent avaient mené à l'échec du processus de DDR avec les anciens rebelles et notamment mené à la situation tragique que le pays connaît à présent.

e. Quelle méthode pour une sortie de crise durable et l'établissement d'une réconciliation véritable entre centrafricains

La réponse sécuritaire et militaire, qui repose sur un mandat robuste des forces multinationales, et qui consiste à engager le processus de renforcement des forces de police et de l'armée, doit s'accompagner d'un nécessaire processus politique à établir parallèlement. L'objectif visé est d'obliger les belligérants à s'asseoir autour d'une table de négociation dans un processus politique. Celui-ci doit se bâtir sur un dialogue inclusif, des processus communautaires participatifs et la réconciliation nationale afin de parvenir à une solution à long terme qui mettra fin de façon durable aux atrocités contre les populations civiles.

L'objectif ultime visé - qui constitue d'ailleurs l'un des piliers de la feuille de route du gouvernement de transition, est de parvenir à organiser des élections libres, démocratiques, transparentes et régulières en vue du retour à un ordre constitutionnel démocratique incontesté et la mise en place d'un parlement démocratique qui pourra entreprendre les réformes nécessaires pour une sortie de crise.

Deux préalables doivent être observés pour réussir ces processus :

- Premièrement, le gouvernement devra clairement montrer sa volonté à engager ou à soutenir une médiation avec une réelle expertise. Plusieurs groupes de médiation ont vu le jour depuis le début de la crise et travaillent sans aucune synergie. La médiation conduite par la plateforme des religieux (l'archevêque catholique, le pasteur protestant et l'imam de Bangui) est sans doute la plus connue, parce que la plus médiatisée. Mais d'autres groupes de la Société civile existent, de même qu'un département gouvernemental, celui de la Communication chargé de la Réconciliation nationale, qui ont lancé quelques initiatives éparses ou se préparent à en lancer. D'abord parce qu'on n'a pas de moyens, mais surtout par souci d'efficacité, je pense qu'il faudrait mutualiser les efforts, par exemple par la mise en place d'un Groupe Mixte de Médiation – GMM qui regrouperait toutes ces différentes initiatives. Le GMM se verrait alors confier officiellement la mission d'une médiation interreligieuse et intercommunautaire en vue de désamorcer les tensions et trouver une issue pacifique à la crise.
- En deuxième lieu, le gouvernement doit se forger une doctrine fixe sur la question des anti-BALAKA : le gouvernement ne peut pas continuer à traiter les anti-BALAKA d'« ennemis à abattre » en copiant en cela la MISCA, et, dans le même temps, les admettre dans les cabinets ministériels et même leur confier une mission de médiation comme cela a été le cas en mars dernier dans une petite ville du sud-ouest du pays¹.

Je voudrais maintenant très rapidement donner les grandes lignes de ce que l'on pourrait considérer comme une feuille de route du GMM pour une sortie durable de la crise

- Signature d'un accord de cessez-le-feu : déclarations solennelles de cessez-le feu de la part des belligérants, engagement à se soumettre au désarmement, acceptation de la responsabilité dans leurs zones d'influence
- Signature d'un accord global de paix incluant les différents mouvements rebelles absents du conflit actuel (FDPC de Abdoulaye MISKINE ; Mouvement de NDJADDER Florian, etc.), l'A2R, etc.
- *Une fois les conditions de désarmement réunies dans un village ou un quartier*, démarrage du processus de justice réparatrice et de réconciliation communautaire (collecte des dossiers sur les victimes ; réunions de quartier, pacte citoyen du quartier) ;
- *Après les élections* : préparation et organisation d'un dialogue inclusif avec l'ensemble des forces vives ;
- Plaidoyer pour l'organisation d'une Conférence sous régionale sur la problématique de la stabilité de la sous-région, en adressant les interférences des Etats dans les affaires internes des voisins

Telles sont les grandes articulations de la démarche. Je vais finir en adressant mes plus vifs remerciements à l'endroit :

- Le Secrétariat et le réseau de PGA, qui nous ont soutenus, nous ont fourni une assistance et une solidarité formidable tout au long de cette terrible épreuve.
- Des Ongs de défense des droits de l'homme et d'analyse stratégique (**Human Right watch, Ligue Internationale des Droits de l'Homme, International Crisis group**), qui ont tiré les premiers le signal d'alarme sur la situation en RCA suite à la prise de pouvoir des SELEKA ;
- De l'**Union africaine** qui a réagi, dès juillet 2013, en décidant d'une opération de maintien de la paix, la MISCA ;

- De la **France** (dans le sillage des Ongs, les autorités françaises ont tout de suite évoqué la « situation pré-génocidaire », faisant craindre un nouveau RWANDA). Il faut également saluer la rapidité de déploiement et le professionnalisme de l'opération SANGARIS qui a réussi à stopper, je l'ai déjà dit, un processus génocidaire certain ;
- Des **USA** pour la lutte inlassable, sans grande publicité mais efficace, dans la traque contre Joseph KONY dans l'Est de la RCA depuis plusieurs années ;
- Des **autorités onusiennes** qui ont très rapidement prévenu de la gravité de la situation : le conseiller spécial des Nations Unies pour la prévention du génocide, Adama Dieng, a rapporté le 22 janvier au Conseil de sécurité des Nations Unies, «le risque élevé de crimes contre l'humanité et de génocide» en République centrafricaine⁴ et le Haut-Commissaire pour les réfugiés des Nations Unies, António Guterres, a également annoncé lors de sa visite à Bangui 12 février 2014⁵, qu'un « nettoyage ethnique et religieux massif » se déroule dans le pays.
- Du **Secrétaire général des Nations unies BAN KI MOON en personne** (un grand monsieur, qui a été attentif à la demande de la société civile centrafricaine sur l'importance d'une opération onusienne et qui a eu aussi le courage de nommer rapidement une commission d'enquête sur les incidents du 29 mars dernier ayant impliqué des forces de maintien de la paix, incidents qui ont renforcé les discours de haine religieuse. Les soldats tchadiens ont été reconnus responsables par l'enquête préliminaire de l'ONU d'avoir tué environ 30 civils et sérieusement blessés 300 autres dans une attaque indiscriminée dans un marché des alentours de Bangui⁶. A ce sujet, peut-être devrions-nous suggérer une doctrine sur la composition des troupes de la prochaine MINUSCA? Sur l'exemple de la MINUCI, puis de l'ONUCI en Côte d'Ivoire, il faudrait éviter de coopter les pays voisins comme contributeurs de troupes à cause de la difficulté d'assurer le critère d'impartialité)
- Enfin, et comme vous dites si bien en anglais, the last but the least, mes remerciements vont à l'endroit de la **SUEDE**, pour l'initiative de cette rencontre. Il est extrêmement important pour mon pays, la Rca, que l'attention de la communauté internationale ne faiblisse point sur le drame que vivent nos populations. Nous sommes ici tous conscients que la situation en Syrie, en Ukraine et en Corée du Nord sont autant de raisons pour éclipser le drame centrafricain. Par conséquent, toutes les fois que se crée une occasion pour parler de la Rca, c'est extrêmement important pour nous. Je voudrais que ce remerciement soit partagé par l'ensemble des Amis de la CPI.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Merci de votre attention.

¹ [Au mois de mars dernier, Joachim KOKATE, un des coordonnateurs auto-proclamés des anti-balaka a conduit une mission de médiation à BODA, où plusieurs familles musulmanes sont « séquestrées ». Plusieurs autres représentants des anti-balaka sont dans le gouvernement ou dans le cabinet du Premier ministre.](#)

⁴ <http://www.un.org/en/preventgenocide/adviser/pdf/SAPG%20Statement%20at%20UNSC%20on%20the%20situation%20in%20CAR-%2022%20Jan%202014.pdf>

⁵ <http://www.unhcr.org/52fbc6e96.html>

⁶ <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=47506&Cr=central+african+republic&Cr1=#.U0bJxVen8yV>

